



Paris, le 24 Novembre 1991

COMMUNIQUE DE PRESSE

Le Parti pour la Libération du Peuple Hutu du Burundi, PALIPEHUTU, fait état d'une série d'actes de violence perpétrés au cours des nuits consécutives du 20 au 24 Novembre 1991 dans la Capitale du Burundi, Bujumbura, ainsi que dans les provinces septentrionales de Kayanza, Ngozi et Cibitoke.

Ces actes ont pris pour cibles, des brigades de police et de gendarmerie ainsi que des ouvrages d'intérêt public. Le PALIPEHUTU condamne ces actes dont l'identité des auteurs et les objectifs ne sont pas connus et rejette énergiquement les accusations portées contre lui par le Gouvernement Burundais, accusations selon lesquelles il s'agirait d'attaques coordonnées par le PALIPEHUTU. Il réaffirme sa position adoptée pour la non-violence et l'unité incorporative, principes découlant de sa devise de JUSTICE, PAIX et DEVELOPPEMENT. Il condamne par conséquent tous ces actes, destinés à compromettre toutes les chances de succès de la rencontre entre Son Excellence le Président de la République du Burundi et le Président du PALIPEHUTU prévue aujourd'hui le 24 Novembre 1991 à Paris.

Ces actes de sabotage sont le résultat d'une conspiration orchestrée par des extrémistes dont l'objectif est d'anéantir les efforts de réconciliation consentis par les deux parties au bénéfice de la population burundaise qui en majorité aspire à une nation unie, paisible, démocratique, prospère et respectueuse des droits de l'homme.

Le PALIPEHUTU fustige les références faites à ses Membres réfugiés, rapatriés dans des conditions d'extrêmes épreuves parce qu'à ceux-là, le PALIPEHUTU n'a jamais procuré d'armes et a recommandé l'intégration.

Il ne reconnaît aucune personne qui se réclamerait de ses rangs pour justifier des actes de la semaine passée. Le PALIPEHUTU réclame une enquête neutre pour établir la lumière sur les motivations et les identités des auteurs de cette tentative de déstabilisation.

Docteur  Etienne

Président du PALIPEHUTU.